

NON RESPECT DE LA DOCTRINE ESP ! SÉCURITÉ BRADÉE

**FO Justice a pris le temps de dénoncer une gestion à la dérive par un communiqué,
Mais se doit de le faire pour que les DIRECTIONS NE JOUENT PLUS AVEC NOS VIES !**

Le **8 octobre 2026** devait être une « journée ordinaire » à l'UHSI.
Elle s'est transformée en un véritable festival d'illégalités, de pressions hiérarchiques
et de mépris le plus total pour notre sécurité.

FO Justice CP Marseille - UHSI dit STOP !

Une fois de plus, on demande n'importe quoi aux agents pour que les missions soient
effectuées à n'importe quel prix, sous prétexte de l'urgence médicale. Une fois de plus,
la direction fait n'importe quoi en espérant qu'il n'y ait pas de remue-ménage.

Mais pas cette fois ci, ni sans compter sur FO Justice.

Rappel de la scène surréaliste du 8 octobre au matin !

- **L'ordre illégal** : Effectuer la récupération d'une détenue **Escorte 3 (QI, appartenance au Grand Banditisme)** au CP Marseille. Une mission sensible exigée **hors doctrine ESP**, à seulement 4 agents, sans gradé et sans ESR !
- **La menace hiérarchique** : « Vous y allez à 4, ou c'est le retrait immédiat d'habilitation ESP et le retour direct au CP Marseille ! »
 - **Le double discours managérial** : Sollicité plus tôt dans la matinée, par **FO Justice**, la Direction nie en bloc avoir imposé cet ordre ou menacé les agents.

Qui ment alors ?

Le brigadier-chef d'encadrement ? Le commandant ? Le directeur ? Les agents ont leur idée ! Une chose est sûre : on ne s'impose pas par le mensonge et la menace.

Des solutions simples et sécurisées proposées par les agents de la structure existaient, dont le report de l'admission proposé par le service médical.

L'encadrement a tout refusé et a osé nous sortir une mystérieuse note interne appliquée par les ELSP pour justifier des escortes à 4 agents, sans gradé et sans ESR.

**Depuis quand une note locale s'octroie-t-elle le droit d'aller à
l'encontre d'une note de la DGAP ?**

Qui a le droit de jouer ainsi avec la sécurité des personnels ?

Faites ce que je dis, pas ce que je fais : du grand n'importe quoi !

**L'amateurisme et le "deux poids, deux mesures" de l'encadrement
ont éclaté au grand jour !**

- **Des procédures illégales en série** : Ce même matin, le commandant (pourtant non habilité ESP) s'est improvisé membre d'équipage pour une escorte 3 vers l'UHSI (gestion 3 agents équipés + gradé).

Pourquoi ce qui a été possible pour l'UHSI ne l'était pas pour aller chercher l'escorte 3 aux Baumettes ?

Les excuses formulées ensuite par cet officier auprès d'un collègue sonnent comme un véritable aveu de culpabilité !



- **Une sécurité sacrifiée** : La veille déjà, faute d'agents disponibles, un agent PC a été pris et une unité découverte pendant plus d'une heure pour une gestion équipée ! **Ce n'est pas une première et c'est extrêmement dangereux !**

Au quotidien, les agents sont sans cesse poussés à bout pour réaliser le planning : rajouts d'examens à la volée, retours établissements glissés à la moindre opportunité, dépassements d'horaires, changements de postes en cours de journée, postes laissés à l'abandon au profit d'une mission...

L'encadrement, sous pression hiérarchique et médicale, n'a visiblement que faire de la sécurité et de la santé des agents.

MEMOIRE & SÉCURITÉ : LES RÈGLES NE SONT PAS DES OPTIONS !

Les doctrines d'emploi et les protocoles de sécurité ne sont pas des suggestions administratives que l'on peut contourner pour "arranger le planning".

Ces textes ont été écrits avec le sang de nos collègues tombés en mission.

S'asseoir sur la doctrine à l'UHSI par pure incapacité à recruter du personnel, c'est insulter leur mémoire et mettre délibérément les agents en danger.

La sécurité n'est pas négociable.

FO Justice exige une remise à plat et ne veut pas « d'arrangements entre amis » !

FO Justice revendique haut et fort :

- **L'arrêt immédiat des missions hors doctrine** : La doctrine doit s'adapter à nos moyens, et non l'inverse. Situation valable également pour les ELSP
- **Le respect strict des effectifs et des structures** : On ne vide plus un PC de sécurité ou une unité pour pallier les manques de toutes les structures du CP.
- **Un plan de recrutement d'urgence** : L'incapacité chronique à recruter pour l'UHSI ne doit plus être compensée par l'épuisement des personnels en place.
- **La fin du management par la terreur et la sanction** : Les galons imposent l'exemplarité, pas la menace ni le mensonge.

LE RÉFLEXE RÉGLEMENTAIRE DE L'AGENT :

Face à un ordre manifestement illégal et dangereux qui « viole » la doctrine ESP dans ce cas, ou toutes autres doctrine, règlement, ... :

les agents ont le droit de refuser !

Ne cédez pas à la pression.

Exigez un ordre écrit et contactez immédiatement vos délégués **FO Justice**.

Quand la sécurité n'est pas garantie, la seule réponse doit être :

IMPOSSIBILITÉ DE FAIRE !

FO Justice apporte son soutien total aux agents de l'UHSI

Ainsi qu'à tous les personnels du CP Marseille.

FORCE OUVRIÈRE JUSTICE UHSI / CP MARSEILLE

Le 20/10/2026

